

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/67

12 septembre 2003

(03-4829)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Cinquième session

Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: espagnol

CUBA

Déclaration de S.E. M. Ricardo Cabrisas Ruíz

Ministre sans portefeuille

Les participants à cette Conférence n'auront pas de mal à comprendre, je présume, à quel point le concept de "libéralisation du commerce" s'avère irréaliste pour la délégation cubaine qui vient d'un pays dont le droit de commercer librement a été amputé - pendant presque un demi-siècle - par la nation la plus puissante du monde au mépris de l'avis de l'Assemblée générale des Nations Unies qui, pendant onze ans d'affilée, a condamné presque unanimement le blocus économique et commercial dont Cuba est victime.

Dans quel contexte cette cinquième Conférence ministérielle de l'OMC se tient-elle donc? Une économie mondiale en crise; des problèmes sociaux aggravés; des échanges commerciaux toujours plus inégaux; de sérieux conflits politiques mettant en danger la paix et la stabilité mondiales. Le monde réclame des changements, certes, mais il faudrait commencer par le commencement et reconnaître ouvertement les problèmes et leurs solutions.

Ce concept de libéralisation commerciale qui, à la suite des négociations du Cycle d'Uruguay, était censé accélérer l'activité économique mondiale et donc augmenter le niveau de vie dans toutes les nations concernées, a engendré des résultats qui sont dramatiquement en deçà des estimations données alors pour 85 pour cent de l'humanité.

Les résultats n'ont d'ailleurs pas été les mêmes pour tous les pays, ces asymétries en matière de commerce ne faisant que refléter le grand abîme qui sépare le niveau de développement des différents pays. La façon dont on a abordé la solution de ce problème - laisser le commerce international sous la coupe des lois aveugles du marché - a tout simplement creusé ces inégalités et les aggravera encore plus à l'avenir.

Certains indicateurs de 1995-2002, une période qui coïncide avec le lancement des travaux de l'OMC, confirment bien la situation critique que connaissent les pays en développement.

- La part des exportations de produits de base, qui sont essentiels pour la plupart des pays en développement, dans le commerce mondial a chuté de 26,5 pour cent en 1980 à 22,1 pour cent en 2000.
- Les cours des produits de base non pétroliers ont diminué de 1,3 pour cent par an en moyenne. Ainsi, alors que dans les années 70, une tonne de sucre de canne permettait d'acheter 3,5 tonnes de pétrole, elle ne permet plus que d'en acheter moins d'une tonne en 2002. Ces cinq dernières années, les cinq principaux pays en développement exportateurs de sucre ont enregistré un manque à gagner d'environ 3,4 milliards de dollars pour ce motif.

- De même, les cours du café ont chuté de 62 pour cent par rapport à leur moyenne des années 80, soit un manque à gagner de 30 milliards de dollars, ces cinq dernières années, pour les producteurs en développement.
- Le volume des exportations a diminué par rapport à la période 1985-1994, tandis que celui des importations a enregistré une tendance inverse.
- En 2000, l'Europe occidentale, le Canada et les États-Unis concentraient 62,8 pour cent du commerce mondial des produits manufacturés; l'Amérique latine, 4,7 pour cent et l'Afrique, à peine 0,8 pour cent.

Le libre-échange mondial continue de se heurter à des obstacles en provenance du monde développé, en particulier d'une grande puissance économique:

- les obstacles tarifaires et d'autres formes de protectionnisme persistent;
- les subventions agricoles dans les pays de l'OCDE se montent à 274 milliards de dollars par an;
- des lois nationales ont une portée extraterritoriale;
- plus récemment, on a annoncé de nouvelles restrictions au commerce de denrées alimentaires sous prétexte de normes censément destinées à combattre le bioterrorisme, ce qui met en danger plus de 800 millions de dollars d'exportations en provenance des pays en développement.

Le commerce international ne sera une voie permettant d'accélérer le développement qu'à partir du moment où l'échange inégal disparaîtra et où les pays en développement pourront bénéficier de cours justes pour leurs produits.

Nous vivons dans un monde où les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres, où les ressources financières se concentrent toujours plus et s'autoalimentent par le biais d'opérations parasitaires qui liquident parfois en quelques jours des richesses que les pays en développement ont durement acquises pendant des années.

Ces dix dernières années, le monde n'a connu ni stabilité ni essor économique soutenu: il n'a connu que des crises financières continues à différents endroits, la récession économique, des scandales financiers et des fraudes de grosses sociétés dans les principaux centres économiques, voire dans des nations en développement.

Les mesures néolibérales adoptées sous les formes les plus variées n'ont pas seulement favorisé le libre mouvement des capitaux, le contrôle des ressources naturelles et des découvertes scientifiques et techniques par les grandes sociétés transnationales et les pays développés: elles ont constitué une nouvelle forme de surexploitation des pays en développement et de tous les travailleurs du monde en tant que facteurs d'une économie mondiale dont la croissance est insuffisante.

La libéralisation des services financiers constitue peut-être un des pires risques pour les pays en développement, dont la dette extérieure dépassait, fin 2002, les 2,2 billions de dollars, bien qu'ils en aient déjà déboursé 3,4 billions de 1990 à 2002 au seul titre de son service.

On nous parle d'une nouvelle économie fondée sur les connaissances - ce qui semble un concept appelé de fait à prévaloir à l'avenir - mais l'ordre économique international en vigueur interdit à l'immense majorité de la population du monde d'y avoir accès.

Leur énorme accumulation de capital permet aux pays riches d'investir dans la mise au point de nouvelles techniques, tandis que les pays en développement peuvent à peine subsister avec leurs

revenus extérieurs actuels. Il est illusoire de penser dans de telles circonstances que les pays pauvres vont devenir miraculeusement riches! Si ces contradictions ne sont pas résorbées d'urgence, alors il faudra s'attendre à une plus grande inégalité, la libéralisation du commerce ne faisant que la reproduire dans ce domaine.

Parallèlement, le niveau de vie réel dans les pays en développement est désolant, les indicateurs sociaux les plus élémentaires ayant empiré:

- Des 826 millions d'affamés, 94 pour cent vit dans les pays en développement.
- L'espérance de vie à la naissance est de 48 ans à peine en Afrique subsaharienne, mais de 78 ans dans les pays industriels.
- On comptait en 2001 40 millions de sidéens, dont 95 pour cent vivaient dans les pays en développement, le taux de contagion étant de onze personnes - hommes, femmes et enfants - par minute.
- Dans trente-quatre pays en développement totalisant 932 millions d'habitants, les dépenses de santé par habitant se montent à moins de 25 dollars, tandis que, à l'autre bout de l'éventail, ces mêmes dépenses dans 23 pays développés, dont 16 européens, ne comptant que 840 millions d'habitants, dépassent 1 000 dollars.
- Plus de 12 millions d'enfants mineurs meurent tous les ans dans les pays du tiers monde du fait de causes parfaitement évitables dans la plupart des cas.
- Plus de 250 millions de personnes souffrent directement des retombées de la désertification, tandis que le tiers de la surface terrestre est menacé.

Bref, nous pouvons conclure que les graves problèmes économiques et sociaux qui frappent la partie la plus touchée de l'humanité, loin de diminuer, s'aggravent.

Les promesses d'expansion économique faites au départ aux pays en développement ont été déçues; au contraire, nous avons dû remplir davantage d'obligations et de conditions dans le cadre de l'OMC.

De l'échec de Seattle à l'ouverture de cette cinquième Conférence ministérielle, en passant par l'équilibre délicat dégagé dans le Programme de Doha, bien peu a été fait. Qui plus est, à peine six mois après la Conférence antérieure, on a vu surgir avec force de nouveaux courants protectionnistes qui ont gravement handicapé l'avancée des négociations entreprises à Genève: ainsi, la Loi agricole et les surtaxes tarifaires imposées par les États-Unis d'Amérique à différentes importations d'acier.

Les préparatifs de cette cinquième Conférence ministérielle à Genève ont révélé les grandes différences d'approches et d'intérêts séparant les principaux pays industriels des pays du Sud.

Des questions intéressant les pays en développement, telles que le commerce des denrées agricoles; le traitement spécial et différencié; la mise en œuvre; les petites économies; l'accès aux marchés; les liens entre commerce, dette et finances; le commerce et l'environnement; le commerce et le transfert de technologie, ont été négligées faute de volonté politique de la part des principales puissances commerciales qui ont recouru à des tactiques dilatoires et parfois à des positions intransigeantes en s'appuyant sur leur pouvoir économique.

Ce scénario rend toujours plus difficile un consensus à l'OMC et prouve que la prétendue égalité des chances, sans qu'on tienne compte de l'écart qui sépare toujours plus le monde industriel du monde en développement, doit faire l'objet d'une analyse urgente. Cuba propose donc d'aborder en priorité la révision des règles en vigueur, dont une plus grande transparence qui permettrait la participation réelle de tous les Membres.

L'unité et la solidarité des pays en développement au sein de l'Organisation mondiale du commerce sont essentielles si l'on veut réformer les règles du commerce international actuelles: celles-ci devant constituer un mécanisme en mesure de faciliter le développement économique et d'alléger la pauvreté, il faut absolument restructurer le système commercial multilatéral pour permettre aux pays qui luttent pour éliminer la pauvreté, mettre en valeur les ressources humaines, améliorer la santé, supprimer des pandémies comme le SIDA, la tuberculose et la malaria, entre autres maladies qui touchent l'humanité, mettre un terme à l'échange inégal et trouver une solution aux problèmes de la dette extérieure, d'atteindre leurs objectifs essentiels.

Bref, nous devons lutter pour arriver à un développement digne de ce nom: nous n'avons pas d'autre choix que de trouver des solutions et d'opérer de profonds changements dans l'ordre économique et social en vigueur qui est d'ores et déjà intenable et insupportable.

Dans cette lutte pour un monde meilleur, Cuba mène une révolution sociale et de prise de conscience que nous avons baptisée la "Bataille des idées" et qui nous a permis de lancer, en trois années de travail ardu, plus de 150 programmes sociaux, la plupart consacrés à l'éducation et à la santé, qui garantissent gratuitement l'élévation de la culture générale et artistique, la démocratisation du savoir massive, la rénovation profonde des systèmes d'enseignement, la divulgation de concepts et de thèmes politiques et économiques, le travail social et bien d'autres plans ambitieux dont nous recueillons déjà des fruits encourageants.

Nous réalisons cet effort colossal sans renoncer à un seul de nos plus nobles principes, à savoir l'aide solidaire et internationaliste, qui consiste fondamentalement à envoyer des médecins et des enseignants, qui donnent le meilleur d'eux-mêmes, partout où l'on a besoin d'eux.
